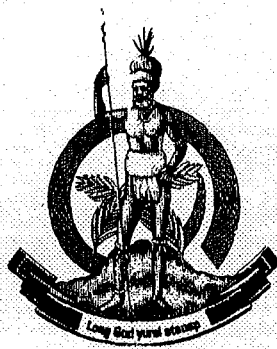


**REPUBLIQUE
DE
VANUATU**
JOURNAL OFFICIEL



**REPUBLIC
OF
VANUATU**
OFFICIAL GAZETTE

6 AOUT 2007

NO.23

6 AUGUST 2007

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

LOIS

LOI NO. 3 DE 2007 RELATIVE A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (MODIFCATION).

ARRETES

LOI NO. 1 DE 1983 SUR LE TRAVAIL

- ARRETE NO. 13 DE 2007 SUR LES AGENCES DE TRAVAIL SAISONNIER.
-

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ACTS

VALUE ADDED TAX (AMENDMENT) ACT NO. 3 OF 2007.

ORDERS

PUBLIC FINANCE AN ECONOMIC MANAGEMENT ACT NO. 6 OF 1998

- ORDER NO. 28 OF 2007
- ORDER NO. 29 OF 2007

COMMISSION OF INQUIRY ACT [CAP.85]

- APPOINTMENT OF COMMISSION OF INQUIRY (AMENDMENT) ORDER NO. 31 OF 2007.
-

DECENTRALIZATION AND LOCAL GOVERNMENT REGIONS ACT NO. 1 OF 1994

- ELECTORAL COMMISSION - NOTICE PURSUANT TO THE ELECTION OF SANMA LOCAL GOVERNMENT COUNCIL
-

SOMMAIRE

PAGE

**CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE
DE VANUATU**

- ACTE DE NOMINATION DE
MINISTRE 1.

LOI NO. 10 DE 1988 (CAP.37)

- SERMENT D'ALLEGANCE 2.
- SERMENT PROFESSIONNEL 3.

**LOI NO. 5 DE 1988 RELATIVE AU
POUVIOR EXECUTIF DE L'ETAT**

- INSTRUMENT DE TRANSFERT
DE LA FONCTION DU MINISTRE
DE L'AGRICULTURE ET DE
L'ELEVAGE AU BUREAU DU
PREMIER MINISTRE 4.
- INSTRUMENT DE TRANSFERT
DE LA FONCTION DU MINISTRE
DE L'AGRICULTURE ET DE
L'ELEVAGE AU MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES 5.

CONTENTS

PAGE

TEACHING SERVICE ACT [CAP.171]

- NOTICE DECLARING OFFICE OF
A MEMBER AND CHAIRMAN OF
THE TEACHING SERVICE
COMMISSION VACANT 6.

**FINANCIAL INSTITUTIONS ACT
NO. 2 OF 1999**

- LICENCE TO CARRY ON BANKING
BUSINESS AS A CREDIT INSTITUTION 7.

**INTERNATIONAL COMPANIES ACT
NO. 32 OF 1992**

- NOTICES OF STRUCK OFF FROM
THE REGISTER OF COMPANIES 8-25.
- NOTICE OF RESTORATION OF
COMPANY NAME TO THE
REGISTER OF COMPANIES 26.

**PUBLIC PROSECUTIONS ACT NO. 7
OF 2003**

- APPOINTMENT OF STATE
PROSECUTORS 27-28.



REPUBLIC OF VANUATU

**VALUE ADDED TAX (AMENDMENT)
ACT NO. 3 OF 2007**

Arrangement of Sections

- 1 Amendment**
- 2 Commencement**

REPUBLIC OF VANUATU

Assent: 31/05/2007
Commencement: 06/08/2007

VALUE ADDED TAX (AMENDMENT) ACT NO. 3 OF 2007

An Act to amend the Value Added Tax Act No. 12 of 1998.

Be it enacted by the President and Parliament as follows-

1 Amendment

The Value Added Tax Act No. 12 of 1998 is amended as set out in the Schedule.

2 Commencement

This Act commences on the day on which it is published in the Gazette.

SCHEDULE

AMENDMENTS OF THE VALUE ADDED TAX ACT NO. 12 OF 1998

1 Section 2

Insert in its correct alphabetical position

“International Organisation” means a body where 2 or more States or Governments are members, and does not include Non-Governmental Organisations.”

2 At the end of the Third Schedule

Add

- “14. (1) Any supply of goods or services to an International Organisation that is listed under Schedule 6 of the Diplomatic Privilege and Immunities Act [CAP 143], if:
- (a) the goods and services are to be used by that International Organisation in their services; and
 - (b) the International Organisation provides a valid approval certificate to the supplier of goods and services at the time the supply is made.
- (2) Approval certificate means a certificate issued by the Director that includes the following information:
- (a) the name of the International Organisation;
 - (b) the certificate number;
 - (c) the period for which the certificate is valid.
- (3) An approval certificate may be renewed or revoked by the Director.
- (4) To avoid doubt, this clause does not cover the supply of goods or services to any person employed by an International Organisation for his or her personal use.”



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N° 3 DE 2007 RELATIVE À LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (MODIFICATION)

Sommaire

- 1 Modification**
- 2 Entrée en vigueur**

RÉPUBLIQUE DE VANUATU

Promulguée : 31/05/2007
Entrée en Vigueur : 06/08/2007

LOI N° 3 DE 2007 RELATIVE À LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (MODIFICATION)

Portant modification de la Loi N° 12 de 1998 relative à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le Président de la République et le Parlement promulguent le texte suivant :

1 Modification

La Loi N° 12 de 1998 relative à la taxe sur la valeur ajoutée est modifiée conformément à l'Annexe.

2 Entrée en vigueur

La présente Loi entre en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.

ANNEXE

MODIFICATION DE LA LOI N° 12 DE 1998 RELATIVE À LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

1 Article 2

Insérer selon l'ordre alphabétique qui convient

“**organisation internationale** désigne une organisation à laquelle adhèrent des états ou des gouvernements et n'inclut pas une organisation non gouvernementale ;”.

2 À la fin de l'Annexe 3

Ajouter

- “14 1) Toute prestation de biens ou services à une organisation internationale inscrite à l'Annexe 6 de la Loi N° 9 de 1982 relative aux privilèges et immunités diplomatiques si :
- a) ces biens et services sont destinés à cette organisation internationale dans ses services ;
 - b) l'organisation internationale produit un certificat d'approbation valable au prestataire des biens et services au moment de la prestation.
- 2) Le certificat d'approbation désigne un certificat, délivré par le directeur, qui fournit les renseignements suivants :
- a) le nom de l'organisation internationale ;
 - b) le numéro du certificat ;
 - c) la période durant laquelle le certificat est valable.
- 3) Un certificat d'approbation peut être renouvelé ou révoqué par le directeur.
- 4) Pour éviter le doute, la présente clause ne couvre pas la prestation des biens ou services à toute personne employée par une organisation internationale pour son usage personnel.”.



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N° 1 DE 1983 SUR LE TRAVAIL

Arrêté N° 13 de 2007 sur les agences de travail saisonnier

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Vu les pouvoirs que lui confère l'article 77A de la Loi N° 1 de 1983 sur le travail (règlement)

ARRÊTE

1 Définition

Aux fins du présent Arrêté :

Loi désigne la Loi N° 1 de 1983 sur le travail ;

agent désigne une personne titulaire actuellement d'une licence d'agence de recrutement valable ;

NZIS désigne service d'Immigration de la Nouvelle-Zélande (SINZ) ;

ESR signifie employeur saisonnier reconnu ;

travail saisonnier désigne un travail saisonnier en Nouvelle-Zélande.

2 Formulaire de demande prescrit pour une licence d'agence de recrutement pour le travail saisonnier

Aux fins de l'alinéa 65.2)a) de la Loi N° 1 de 1989 sur le travail, une demande de licence d'agence de recrutement pour le travail saisonnier doit être établi dans le formulaire prévu à l'Annexe du présent Arrêté.

3 Conditions pour l'arrangement et le placement d'une personne pour un travail saisonnier

1) Un agent ne doit pas :

- a) inscrire pour un travail saisonnier une personne qui lui fournit des faux renseignements, sauf si la personne les a corrigés dans le délai précisé par l'agent ;

- b) organiser le placement et le recrutement pour le travail saisonnier une personne diplômée d'une université reconnue ou d'un établissement universitaire.
- 2) Un agent doit imposer à une personne demandant un travail saisonnier une référence écrite obtenue auprès d'un chef coutumier ou religieux.

4 Sélection d'une personne pour le travail saisonnier

- 1) Un agent doit s'assurer d'adopter un processus juste et transparent de sélection d'une personne pour un travail saisonnier.
- 2) En sus d'autres critères adoptés pour la sélection pour le travail saisonnier, le requérant doit :
- a) avoir au moins 21 ans ;
 - b) fournir un certificat médical obtenu auprès d'un médecin attestant son état de santé ;
 - c) fournir un certificat de police ou un extrait de casier judiciaire ;
 - d) fournir des renseignements, le cas échéant, sur son séjour indûment prolongé dans un autre pays, sur son expulsion, renvoi, etc. ;
 - e) fournir un accord écrit du conjoint pour son placement et recrutement pour le travail saisonnier ;
 - f) fournir une appréciation morale obtenue auprès d'une personne ayant une réputation irréprochable dans sa localité, son église ou son travail.
- 3) Un agent doit tenir compte des conditions de la politique d'emploi de l'ESR lors de l'examen des demandes.
- 4) Lorsque l'ESR désigne une personne particulière pour un travail saisonnier, la priorité de recrutement et de placement doit être attribuée à cette personne. Lorsque cette personne n'a pas satisfait aux conditions prévues au paragraphe 2), l'agent doit en informer l'ESR tout en maintenant le recrutement de la personne pour le travail saisonnier.

5 Contrat pour le travail saisonnier

- 1) L'ESR doit prendre la décision définitive quant à l'offre de l'emploi et être l'autorité qui signera tout contrat de travail saisonnier avec l'agent et la personne.
- 2) Un agent doit s'assurer qu'une personne comprenne le contenu de son contrat de travail avant de le signer.
- 3) Un agent doit informer le requérant qu'il peut obtenir ailleurs des conseils juridiques neutres s'il le désire.

6 Orientation avant départ

- 1) Un agent doit s'assurer qu'a lieu une séance d'information pour chaque personne à laquelle l'ESR offre un travail.
- 2) L'agent doit tenir une copie des renseignements fournis à la séance d'information.
- 3) La séance d'information avant départ doit couvrir les sujets suivants :
 - a) type de travail que le travailleur doit faire ;
 - b) renseignements fiscaux ;
 - c) comptes bancaires ;
 - d) arrangements pour le logement ;
 - e) tout ce que demande particulièrement l'ESR ;
 - f) renseignements sur des contacts en cas d'urgence ;
 - g) renseignements sur des contacts pour un travailleur en cas de litige ;
 - h) voies de recours ;
 - i) services disponibles pour permettre au travailleur de remplir ses obligations à Vanuatu pendant qu'il est à l'étranger ;
 - j) versement des salaires et mesures d'épargne ;
 - k) organisation du voyage (ex : qui l'accueillera à l'aéroport, comment changer de vol ou comment se rendre de l'aéroport à son logement) ;

- l) lorsqu'un travailleur change d'ESR, il doit en informer l'agent ;
- m) arrangements quant à l'alimentation ;
- n) services médicaux en cas de maladie ;
- o) renseignements météorologiques généraux en Nouvelle-Zélande ;
- p) importance de l'hygiène et de santé personnelles ;
- q) obligations du travailleur lorsqu'il est en Nouvelle-Zélande ;
- r) chances de poursuite d'études (le cas échéant) ;
- s) activités sociales (en option) auxquelles le travailleur peut participer à titre d'ambassadeur de Vanuatu en Nouvelle-Zélande.

7 Demande de visa de travail

- 1) Un agent doit informer un travailleur qu'il doit suivre le processus de demande et d'obtention d'un visa de travail.
- 2) Lorsque l'agent aide le travailleur, il doit :
 - a) s'assurer que toute autre documentation et condition que précise le NZIS, (certificat de police, le certificat médical etc.) sont en règle avant de demander un visa lorsqu'il s'engage à faciliter le travail de l'immigration ;
 - b) expliquer le formulaire de demande au travailleur afin que celui-ci comprenne exactement le contenu ;
 - c) préciser dans le formulaire de demande qu'il a aidé le travailleur à répondre aux questions dans le formulaire de demande de visa.
 - d) fournir un reçu pour tous les frais versés par le travailleur en précisant à quoi servent ces frais.

8 Conditions générales de conformité durant le travail

- 1) Un agent doit s'assurer qu'un travailleur comprenne ses obligations de retourner au pays à la fin de son travail.

- 2) Un agent doit expliquer les conditions d'immigration de la Nouvelle-Zélande à un travailleur (ex : comment lire et comprendre un visa inséré dans son passeport).
- 3) Un agent doit s'assurer qu'un travailleur comprenne ses obligations pour l'épargne à verser à Vanuatu.
- 4) Un agent doit s'assurer qu'un travailleur comprenne qu'un rendement médiocre et une attitude répréhensible ne seront pas tolérés et entraîneront l'interruption de la participation du travailleur au programme.
- 5) Un travailleur qui se comporte de manière inadmissible se verra priver du programme pour une période de cinq ans.
- 6) Un travailleur qui ne rapporte pas d'économies à Vanuatu se verra priver du programme pour une période de trois ans.
- 7) Un agent qui ne se conforme pas aux directives et règlements de l'ESR se verra priver de la participation ou de l'enregistrement à titre d'agent d'ESR.

9 Dossiers administratifs

Un agent doit tenir le dossier des renseignements suivants :

- a) les noms des personnes enregistrées avec leur agence ;
- b) les noms des travailleurs qui ont obtenu un travail saisonnier et les renseignements sur le type de travail (ex : le lieu de travail) ;
- c) une copie de tout document signé par le travailleur (ex : le contrat de travail, le consentement aux déductions etc.)
- d) les dates de départ et de retour de tout travailleur dont il a obtenu un travail saisonnier ;
- e) la date d'un séminaire avant départ auquel participe le travailleur qui appose sa signature prouvant sa présence à ce séminaire ;
- f) les copies de toute transaction d'argent (par exemple, les livrets de reçus)
- g) une copie de tous les renseignements couverts aux séances d'information avant départ.

10 Rôle de l'inspecteur général du travail

1) L'inspecteur général doit :

- a) communiquer les noms et adresses des ESR de la Nouvelle-Zélande à tous les agents agréés ;
- b) renseigner les agents agréés sur toute mise à jour de la politique de travail des ESR de la Nouvelle-Zélande lorsque la Nouvelle-Zélande les en informe ;
- c) mettre à la disposition d'un agent titulaire d'une licence une copie des lignes directrices et des règlements ;
- d) participer à la séance d'information de tous les travailleurs qui se préparent au départ ;
- e) rédiger et diffuser sur tout le territoire les renseignements sur la politique de travail de l'ESR de Nouvelle-Zélande ;
- f) tenir régulièrement le public, par divers moyens (médias, chefs, conseils provinciaux), au courant des noms des agents agréés et autres précisions pertinentes sur le programme ;
- g) consulter régulièrement le Haut Commissariat de Nouvelle-Zélande sur toute affaire qui peut avoir des répercussions sur la politique de travail de RSE de la Nouvelle-Zélande ;
- h) engager la commercialisation de Vanuatu comme source de main-d'œuvre ;
- i) réunir des renseignements sur les agents des ESR et des travailleurs recrutés dans une base de données centrale couvrant les renseignements suivants :
 - i) nom de l'agent ;
 - ii) lieu où se trouvent le siège social et les bureaux ;
 - iii) adresses postales ;
 - iv) renseignements commerciaux (licence, CSFV (Commission des services financiers de Vanuatu et tout autre renseignement) ;

- v) procédures d'opération et autres renseignements ;
 - vi) employeur classé ESR ;
 - vii) nombre de travailleurs par ESR ;
 - viii) renseignements sur des travailleurs ;
- j) fournir au ministre ou directeur général des renseignements sur le programme qu'il demande.

11 Contrôle et conformité

- 1) L'inspecteur général du travail doit :
- a) travailler avec les agents pour s'assurer que ceux-ci se conforment aux présents règlements ;
 - b) répondre en temps utile aux plaintes de toute personne en ce qui concerne un agent agréé par le biais d'une enquête ;
 - c) faire acte de défendeur aux plaintes des personnes concernant toute activité qui transgresse les présents Règlements et disposer à adresser l'affaire à la Police.
- 2) L'inspecteur général du travail peut révoquer une autorisation exprimée pour le placement et du recrutement des personnes pour du travail saisonnier dans une licence délivrée selon l'alinéa 65.2)a) de la Loi, s'il estime qu'un agent omet de se conformer à une disposition du présent Arrêté.

12 Entrée en vigueur

Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Port-Vila le 19 Avril 2007

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
George André Wells

ANNEXE

FORMULAIRE DE DEMANDE D'UNE LICENCE D'AGENCE DE TRAVAIL SAISONNIER

INSTRUCTIONS : Taper et imprimer clairement
Souligner le nom de famille
Fournir une adresse postale complète
Marquer NA s'il ne s'applique pas

À : L'inspecteur général du travail

Je sollicite par les présentes une licence d'agence de travail saisonnier :

1 Nom de la personne physique ou morale requérante : _____

2 Adresse du siège social et du bureau (le cas échéant) : _____

3 Adresse postale y compris le contact téléphonique, le numéro de fax et email : _____

4 Détails du certificat d'agrément du nom commercial (joindre une copie du certificat et de la licence)

5 Veuillez joindre les précisions pertinentes suivantes sur la demande :

- a) une copie de votre manuel et procédure d'opération prévue ;
- b) une copie de vos plans éventuels pour le recrutement à Vanuatu ;
- c) une copie de votre structure d'organisation.

Signature du requérant _____

Date de la demande _____



REPUBLIC OF VANUATU

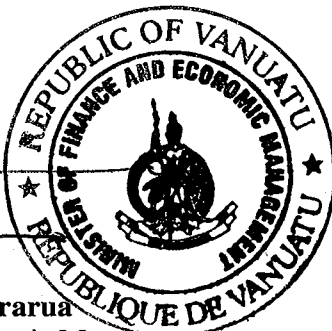

PUBLIC FINANCE AND ECONOMIC MANAGEMENT ACT NO.6 OF 1998 ORDER NO. 28 OF 2007

IN EXERCISE of the powers in Section 39(4) of the PFEM Act (1998) and pursuant to the Council of Ministers (COM) decision 64/2007 on 19/07/2007. I **Hon Willie Jimmy Tapangararua**, Minister of Finance and Economic Management make the following Order to authorize the issue of monies from the public fund to an amount of VT10,000,000 million vatu for the purpose specified in COM decision 64/2007.

The supplementary funds are to be credited in accordance with Schedule 1.

The Order is effective on the date of the signature.

Made at Port Vila on Friday the 20th of July 2007



Hon. Willie Jimmy Tapangararua
Minister of Finance and Economic Management

Schedule 1

Transfer FROM:

Fund	Department	Activity	Account
2	78A1	MUFA	OVER

Transfer TO:

Fund	Department	Activity	Account
2	2302	MIAB	OVER



REPUBLIC OF VANUATU

PUBLIC FINANCE AND ECONOMIC MANAGEMENT ACT NO.6 OF 1998 ORDER NO. 29 OF 2007

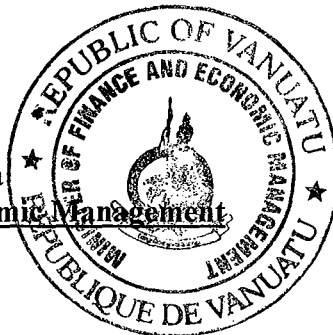
Pursuant to the Council of Ministers' (COM) decision 65/2007 on 19th July 2007 and **IN EXERCISE** of the powers conferred in Section 39(4) of the PFEM Act (1998), and, I **HON. WILLIE JIMMY TAPANGARARUA**, Minister of Finance and Economic Management make the following Order.

To direct that monies to the amount of four million three hundred and twenty five thousand vatu (VT4,325,000) be transferred to and in accordance with Schedule 1 (as Appended); and to be used for the purpose of financing the Forum Trade Ministers' meeting which is being held in Port Vila from Monday 23rd July to 3rd August 2007.

This Order is effective on the date of signature

Made at Port Vila on the day of 23rd July, 2007

Hon. Willie Jimmy Tapangararua
Minister of Finance and Economic Management



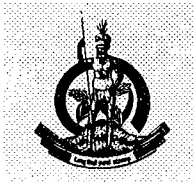


REPUBLIC OF VANUATU

PUBLIC FINANCE AND ECONOMIC MANAGEMENT ACT NO.6 OF 1998
ORDER NO. OF 2007

Schedule 1

TRANSFER FROM					TRANSFER TO				
Fund	Dept	Activity	COA	Amount	Fund	Dept	Activity	COA	Amount
2	78A1	MUFA	PAYR	2,162,500	2	43AB	MTBA	OVER	2,162,500
2	78B5	MUFA	PAYR	2,162,500	2	43AB	MTBA	OVER	2,162,500



REPUBLIC OF VANUATU

COMMISSIONS OF INQUIRY ACT [CAP 85]

Appointment of Commission of Inquiry (Amendment) Order No. 31 of 2007

In exercise of the powers conferred on me by subsection 1(1) of the Commissions of Inquiry Act [CAP 85] and subsection 15(3) of the Interpretation Act [CAP 132], I Honourable JOSHUA TAFURA KALSAKAU, Minister responsible for Justice, make the following Order:

1 Amendment

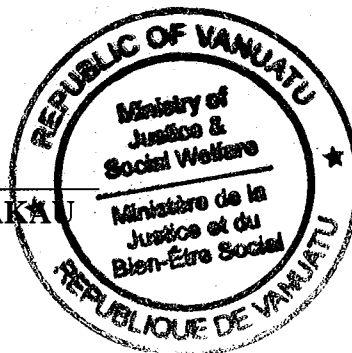
The Appointment of Commission of Inquiry Order No. 11 of 2007 is amended as set out in the Schedule.

2 Commencement

This Order commences on the day on which it is made.

Made at Port Vila this 31st day of JULY 2007.

Honourable JOSHUA TAFURA KALSAKAU
Minister for Justice and Social Welfare



SCHEDULE

AMENDMENTS OF THE APPOINTMENT OF COMMISSION OF INQUIRY ORDER NO. 11 OF 2007

1 Clause 10(a)

Delete “Wednesday 25th of July 2007”, substitute “Tuesday 31st of July 2007”



REPUBLIC OF VANUATU

THE ELECTORAL COMMISSION HEREBY GIVES NOTICE PURSUANT TO THE ELECTION OF SANMA LOCAL GOVERNMENT COUNCIL

IN EXERCISE of the power contained in section 18A (4) (a) of the Decentralization And Local Government Regions Act No: 1 of 1994, THE ELECTORAL COMMISSION HEREBY GIVES NOTICE that:

The date appointed for the election of Sanma Local Government Council is Wednesday the 26th day of September 2007.

The nominations for Sanma Local Government Council candidates pursuant to the Form containing the particulars provided for in Schedule 1 of PART 1 of the Subsidiary Legislation may be lodged with the Secretary of Sanma Local Government Council Luganville, Santo or the Principal Electoral Officer in Port Vila commencing Wednesday 1st day of August 2007.

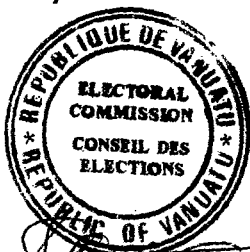
The closing date and time for the lodging of nomination of candidature application form is at 4.30pm on Monday the 20th of August 2007.

The declaration, publication and announcement of the qualified candidates are to be heard on Monday the 10th of September 2007.

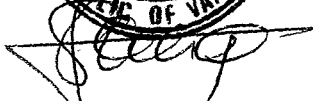
Campaign starts on Monday the 10th of September 2007 and closes at midnight on Saturday the 22nd of September 2007.

Closing of Proxy Application is at 4.30pm on Friday the 21st of September 2007.


MADE at Port Vila this 15th day of June 2007.



Etienne KOMBE
Chairman
Electoral Commission



Ps Youen ATNELO
Member
Electoral Commission



Cherol K ALA
Member
Electoral Commission



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU

Acte de nomination de ministre

VU les pouvoirs que lui confère le paragraphe 42.1) de la Constitution de la République de Vanuatu, le Premier ministre de Vanuatu nomme par les présentes **M. DONNA BROWNIE ministre de l'Agriculture et de l'Élevage.**

Le présent Acte de nomination entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Port-Vila, le 15 mai 2007

**Le Premier ministre
HAM LINI VANUAROROA**



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N°10 DE 1988 (CAP.37)

SERMENT PROFESSIONNEL

Je soussigné, **DONNA BROWNIE**, ayant dûment été nommé **ministre d'État** m'engage solennellement devant Dieu tout puissant à accomplir sans faillir les devoirs de ma fonction, à faire respecter la Constitution et la loi, et à servir consciencieusement la République de Vanuatu sans partialité, crainte ni favoritisme.

En mon âme et conscience.

FAIT à Port-Vila]
Le 15 mai 2007]
]

.....

En présence de :

AVOCAT PUBLIC PAR INTERIM DE LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N°5 DE 1998 RELATIVE AU POUVOIR EXÉCUTIF DE L'ÉTAT

INSTRUMENT DE TRANSFERT DE LA FONCTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE AU BUREAU DU PREMIER MINISTRE

Vu les pouvoirs que lui confère le paragraphe 9.2) de la Loi N°5 de 1998 relative au pouvoir exécutif de l'État, **le Premier ministre** retire la fonction du service Pêches du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et la transfère au bureau du premier ministre.

Le présent Instrument de retrait et transfert de fonction entre en vigueur à la date de sa publication dans le Journal officiel.

Fait à Port-Vila, le 15 mai 2007.

Le Premier ministre
HAM LINI VANUAROROA



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N°5 DE 1998 RELATIVE AU POUVOIR EXÉCUTIF DE L'ÉTAT

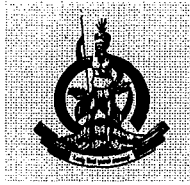
INSTRUMENT DE TRANSFERT DE LA FONCTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

VU les pouvoirs que lui confère le paragraphe 9.2) de la Loi N°5 de 1998 relative au pouvoir exécutif de l'État, le **Premier ministre** retire la fonction du service Pêches du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et la transfère au ministère des Affaires étrangères.

Le présent Instrument de retrait et transfert de fonction entre en vigueur à la date de sa publication dans le Journal officiel.

Fait à Port-Vila, le 15 mai 2007.

Le Premier ministre
M. HAM LINI VANUAROROA



REPUBLIC OF VANUATU


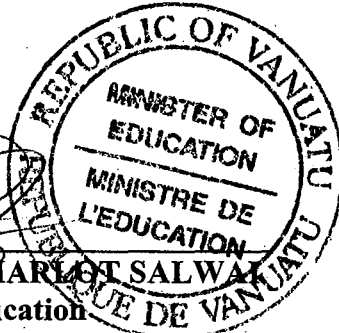
TEACHING SERVICE ACT [CAP 171]

Notice declaring office of a member and Chairman of the Teaching Service Commission Vacant

In exercise of the powers conferred on me by paragraph 3(2)(e) of the Teaching Service Act [CAP 171], I, Honourable CHARLOT SALWAI, Minister of Education declare the office of **Mr. Zakarie Kaltang Ariere** as a member and Chairman of the Teaching Service Commission, vacant.

This Notice comes into force on the day on which it is made.

Made at Port Vila this 20th day of July 2007.



Honourable CHARLOT SALWAI
Minister of Education



FILE COPY

RESERVE BANK OF VANUATU

FINANCIAL INSTITUTIONS ACT NO.2 OF 1999

LICENCE TO CARRY ON BANKING BUSINESS AS A CREDIT INSTITUTION

The Reserve Bank of Vanuatu, in exercise of the powers conferred by Section 12 of the Financial Institutions Act No. 2 of 1999 hereby issue to

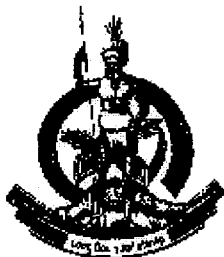
CREDIT CORPORATION (VANUATU) LIMITED

a licence to carry on banking business in Vanuatu subject to the provisions of the Financial Institutions Act No. 2 of 1999.

A copy of this license shall be displayed and kept displayed conspicuously in a public part of all places of business of the company in Vanuatu.

Dated at Port Vila this 3rd day of July 2007.

Odo TEVI
Governor



REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, unless cause is shown to the contrary, the name of

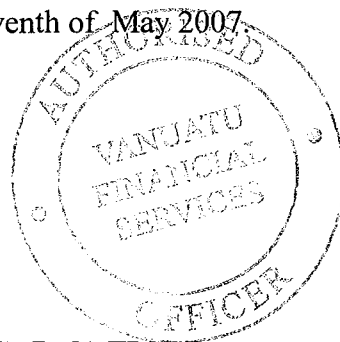
MINE AND QUARRY EQUIPMENT INTERNATIONAL LTD

will 60 days following the date of publication of this notice be struck off the International Companies at Port Vila, Vanuatu.

Given under the Official Seal of the Commission at Vila this eleventh of May 2007.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jenny Tari'.

Jenny Tari
AUTHORISED OFFICER





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, unless cause is shown to the contrary, the names of

LOTUS.COM LTD
LUMIERE LTD
LYNDAR LTD
LYNX CORP
LYVISI INTERNATIONAL CORPORATION LIMITED
LONGLIFE INC.
LEVARD INTERNATIONAL B.V.
LITTLEFOOT LIMITED
LOANLINK HOLDINGS LIMITED
LONGLIFE ENTERPRISES LIMITED
LUPSCO HOLDINGS LIMITED
LINLUCK NOMINEES LIMITED

will 60 days following the date of publication of this notice be struck off the International Companies at Port Vila, Vanuatu.

Given under the Official Seal of the Commission at Port Vila this eleventh day of June 2007.

Jenny Tari

AUTHORISED OFFICER





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, unless cause is shown to the contrary, the names of

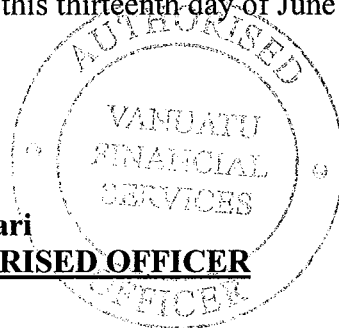
LINGARTH LIMITED
LEXXUS INTERNATIONAL LIMITED
LEXOR HOLDINGS LIMITED
LEWIS RACHEL INVESTMENTS LIMITED
LORAC AGENCIES LIMITED
LORAMAR FOUNDATION INC.

will 60 days following the date of publication of this notice be struck off the International Companies at Port Vila, Vanuatu.

Given under the Official Seal of the Commission at Port Vila this thirteenth day of June 2007.


Jenny Tari

AUTHORISED OFFICER





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following company have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

EWART HOLDINGS LTD.
EAGLE TREASURY LTD.
EAGLE HOLDINGS LTD.
EDINBURGH COLONIAL FINANCE LTD.
EUROSIA INTERNATIONAL CORPORATION
EVERGREEN INTERNATIONAL LIMITED
EDGECOMBE INVESTMENTS LIMITED
EVERITT INVESTMENTS LTD.
EFJAY ENTERPRISES LTD.
EARL HOLDINGS LTD.
EAST ORIENT CONSULTANTS LIMITED
EFFECTIVE CONSULTING GROUP INC.
EUROSOUTH INVESTMENTS LTD.
EAGAR HOLDINGS LIMITED

Dated at Port Vila this ninth day of July 2007.


Jenny Tari
AUTHORISED OFFICER





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106(6) of the International Companies act, the following company has been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

GUARDIAN ANGEL 1, INC.
NUMBER 1 SPORTS CASINO LIMITED
GUDJA INC.
NOWCARD INTERNATIONAL LTD
GUIDANCE HOLDINGS CORPORATION
GS HOLDINGS LIMITED
GSP HOLDINGS LTD
NANU SSTEMS LIMITED
NICEAN CORPORATION
GT INVESTMENTS LIMITED

Dated at Port Vila, this tenth day of July 2007.





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106(6) of the International Companies act, the following company has been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

GATENBY INVESTMENTS LIMITED
SEQUOIA CAPITAL LIMITED
EMROC LTD
GRANITE CAPITAL LIMITED
NC INDUSTRIAL LIMITED
NEWCASTLE TRADING CO. LTD
ETOILE HOLDINGS LIMITED
EXECUTIVE PROPERTY DEVELOPMENT CORP.

Dated at Port Vila, this eleventh day of July 2007.





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following company have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

PETRIE HOLDINGS LIMITED

Dated at Port Vila this thirteenth day of July 2007.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jenny Tari'.

Jenny Tari

AUTHORISED OFFICER





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following company have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

**EXTREME MARITAL ARTS LIMITED
OPTIMUM LIMITED
ROBINET INTERNATIONAL INC.
OMP INTERNATIONAL CONSULTANTS LTD.
ROCCO INVEST LTD.
RMS LIMITED
F.F.G. LIMITED
POLYNESIAN WATERS LIMITED
PRIMA HOLDINGS SOUTH PACIFIC LIMITED
PROPHILL LTD.
PLACID HOLDINGS LTD.
PROJECT AUDIT INTERNATIONAL PTY. LIMITED
POCKETBOOK INVESTMENTS LTD.
POLDAN COMPANY LIMITED**

Dated at Port Vila this thirteenth day of July 2007.

A stylized signature in black ink, consisting of several overlapping loops and lines.

Jenny Tari

AUTHORISED OFFICER





REPUBLIC OF VANUATU

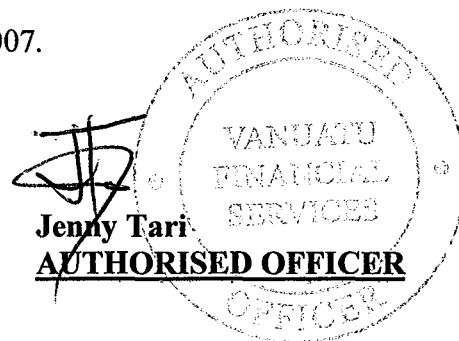
VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106(6) of the International Companies act, the following company has been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

GOLDENLIFE INVESTMENTS LTD
GOLOW LTD
GOLD MOUNTAIN CORPORATION
GMS INTERNATIONAL INC.
GO AHEAD INC.
GOLDBOND HOLDINGS LIMITED
GODDA HOLDINGS LTD
GOLDEN OCEAN INC
ORGANIC PREPARATIONS INC.
OLYMPIA INVESTMENTS LIMITED
OFFSHORE DEVELOPMENTS LIMITED
OVERSEAS DEVELOPMENTS LIMITED
ON-LINE INTERNATIONAL INC.
GOLDINE CORPORATION
GOOSE'S BRIDAL LIMITED
GOLDEN HARVEST LTD
GOLD TIPS INVESTMENTS LTD

Dated at Port Vila, this thirteenth day of July 2007.





REPUBLIC OF VANUATU

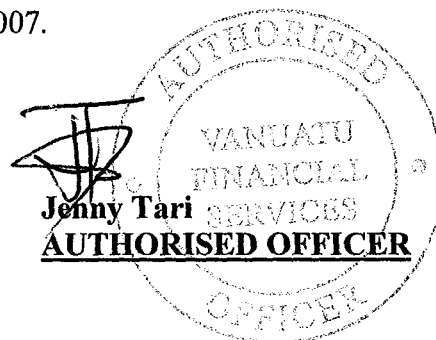
VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106(6) of the International Companies act, the following company has been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

GOLD CORE HOLDINGS INC.
GOLDENPAIR CORPORATION LTD
GOLDFISH INC.
OPTIMUM MARKETING LTD
OVERLAND CORP
OPENHEIMER CORP
GOLD MASTER INC.
GOLDEN STAR HOLDINGS LIMITED
ORTIS GROUP INTERNATIONAL LIMITED
OUR WORLD EXCHANE LTD
GOLDSTAR INC.
ON-LINE MARKETING SERVICES INC.
GOOD LIFE LIMITED
NACAALS S.A.
ONIMOC INVESTMENTS LTD

Dated at Port Vila, this thirteenth day of July 2007.





REPUBLIC OF VANUATU

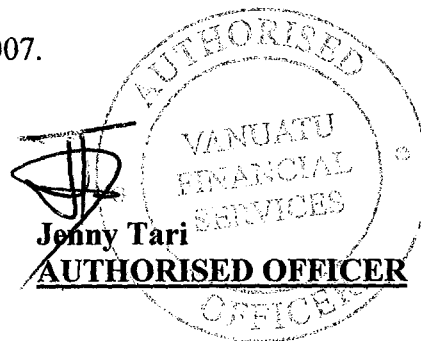
VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106(6) of the International Companies act, the following company has been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

NEDDHOLD LIMITED
INFINITY TRADING CORPORATION
NIKKO HOLDINGS INC.NEO-SYSTEMS INC.
OpenSoft Corporation
OBATAENA LIMITED
OCEAN DREAMING LTD
PETRO HODLINGS LIMITED
POWER SOLUTINS INC.
NIKOL INTERNATIONAL LIMITED
NIMROD LTD
NAUVEAU TECHNOLOGY INVESTMENTS LTD
OBOE HOLDINGS LTD
OCEANIA PETROLEUM LIMITED
NIKITI HOLDINGS LTD
PNG CASINOS (VANUATU) LIMITED

Dated at Port Vila, this thirteenth day of July 2007.





REPUBLIC OF VANUATU

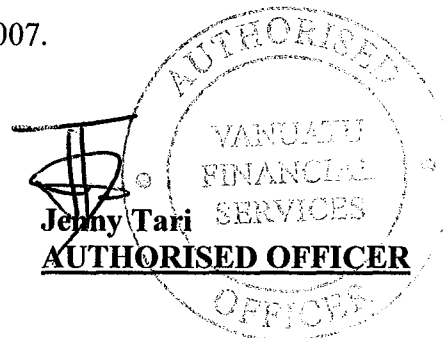
VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106(6) of the International Companies act, the following company has been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

PLATINUM CORPORATION PTY LIMITED
PLANTATION PROPERTY GROUP LIMITED
PLUTUS INVESTMENTS LIMITED
PLANETARY NATURALS INTERNATIONAL LIMITED
PJ INTERNATIONAL INC.
PRIVATE WORLD ASSETS CORPORATION

Dated at Port Vila, this thirteenth day of July 2007.





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

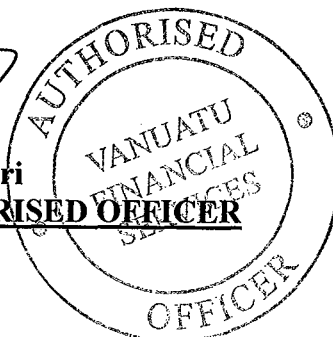
THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following company have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

**NORTHEN LOGISTIC LTD.
OFFSHORE INVESTMENTS (VANUATU) LIMITED
GOLD COAST TREASURES INC.
OBEAH INTERNATIONAL INC.
GOJO CORP.
PVTB LIMITED
PROFESSIONAL MANAGEMENT SERVICES LIMITED
PRINT MEDIA MANAGEMENT LIMITED
PRINT MANAGEMENT CONSULTANTS LIMITED
PRINCESS SABA LIMITED
PRESSED METAL INVESTMENTS LIMITED
PROGRESSIVE CRUMB SUPPLY LTD.
PRINCELY TRADING LTD.
PRESSURE DROP LIMITED
PREDATOR CORPORATION
POSTIES LIMITED
POTENTIAL INVESTMENT CORPORATION
POWER DRINKS SUPPLIES NO. 1 LIMITED
POWER INTERNATIONAL INVESTMENTS CORPORATION
PRECISION INVESTMENTS INC.
POWERSAUCE LTD.
OLYMPIC HOSPITALITY SERVICES LTD.
POLYSHELL INTERNATIONAL LIMITED
ON-LINE COMMERCIAL SERVICES LTD.
POWER INVESTMENTS COMPANY LIMITED**

Dated at Port Vila this thirteenth day of July 2007.

**Jenny Tari
AUTHORISED OFFICER**





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

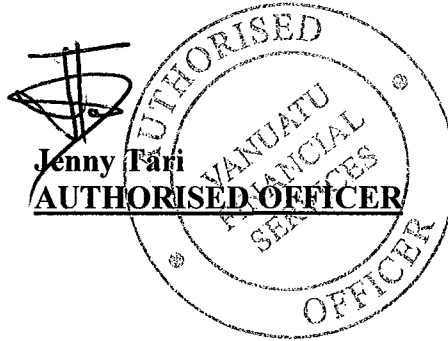
THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following company have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

**P.O.M. (VANUATU) LTD.
PACIFIC (NEW ZEALAND) SECURITIES CORPORATION
PACIBBEAN PRODUCTION INC.
PACHACAMA ENTERPRISES LIMITED
SHARK LTD.
SIXSTARS LIMITED
SHAMROCK HOLDINGS LIMITED
PACIFIC FORWARDING AGENCY LIMITED
PACIFIC SPHERE INC.
ROLECALL PTY LTD.
PACIFIC INTERNATIONAL CONSULTANTS INC.
PACIFIC GREEN INDUSTRIES LIMITED
PACIFIC ENGINEERING CONSULTANTS LIMITED
PACIFIC CYNERGY HOLDINGS LTD.
PACIFIC STRATEGIC INVESTMENTS LTD.
PACIFIC CORPORATE AND PROFESSIONAL SERVICES LIMITED
P.R.1 LIMITED
PACIFIC GEOPHYSICAL LIMITED
P.M.V. PTY LTD.
PACNET SERVICES LIMITED
PACIFIC ISLANDS INDUSTRIES LTD.
SINSEI CO., LTD.
RAY PACIFIC LIMITED
RAVINA LIMITED
P.M.C. LIMITED
SNAPPRHEAD HOLDINGS LTD.
SN EXPORT LTD.
PACENT INTERNATIONAL LIMITED**

**NEO MEDIA PUBLICATIONS LIMITED
SHUM LIMITED
PACIFIC FERTILIZER DISTRIBUTION LIMITED
SKYKARUMBA SOUTH PACIFIC LTD.
RUSNATFISH LTD.
RUSHDEN LIMITED**

Dated at Port Vila this sixteenth day of July 2007.





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

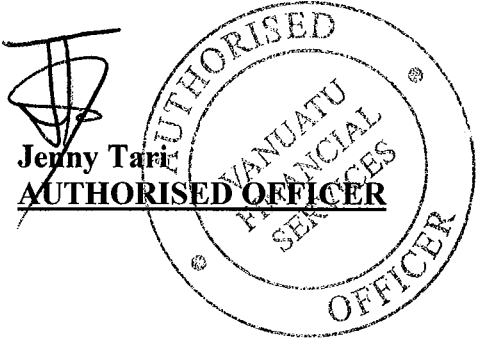
THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following company have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

**REHOBOTH LIMITED
RED 8 LTD.
RESCON MANAGEMENT SERVICES LIMITED
PACIFIC CAPITAL EQUITY LIMITED
RAMPEN HOLDINGS LTD.
PACIFIC TIGER LINE LIMITED
RESOURCES ASIA GROUP LIMITED
RESOURCE ASIA CAPITAL LIMITED
SHILLS INTERNATIONAL (VANUATU) LTD.
SKYKARUMBA SOUTH PACIFIC LTD.
ROSTAN MANAGEMENT INTERNATIONAL LIMITED
SHREEFI INTERNATIONAL LIMITED
PACIFIC SHIPPING & TRADING LIMITED
RTV SHIPPING LTD.
P.M. INCORPORATED
SHAU MAU S.A.
BISS HOLDINGS LIMITED
RELIABLE TELECOM LTD.
RAINEFRAN & ASSOCIATES INC.
RUS RAIL FREIGHT LIMITED
PACIFIC WEB LTD.
PACIFIC BROKERS LIMITED
PACIFIC CONSULTING & TRADERS LTD.
RANGI TRADING LIMITED
RANGI TRADING LIMITED**

**RESOURCEFUL SERVICES INC.
RAIL FINANCE LIMITED**

Dated at Port Vila this sixteenth day of July 2007.





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

**NOTICE OF RESTORATION OF COMPANY NAME TO
THE REGISTER OF COMPANIES**

Company Number:	11511
Company Name:	EUTHENICS INC.
Date of Incorporation:	22nd October 1996
Company Type:	International company limited by shares

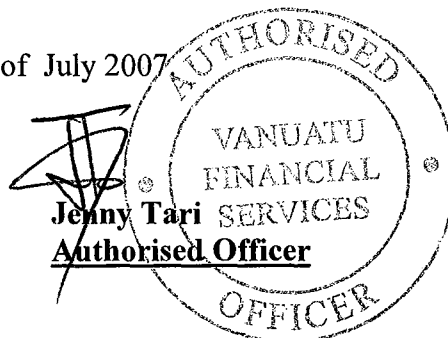
NOTICE IS HEREBY GIVEN that in accordance with the provisions of Section 107(3) of the International Companies Act, the company name of:

INTERNET CASINOS INTERNATIONAL INC.

is restored to the company register. The company name had been struck off the register pursuant to Section 106(6) of the said Act.

The aforementioned restoration shall be deemed to be effective as from 19th day of June 2007.

Dated at Port Vila this twenty-fifth day of July 2007





REPUBLIC OF VANUATU

INSTRUMENT OF APPOINTMENT

IN EXERCISE of the power conferred by section 22 of the Public Prosecutors Act 2003 I, **KAYLEEN ULBANI TAVOA**, Public Prosecutor, hereby appoint:

ERIC MOLBALEH

as a State Prosecutor for all cases triable in the Magistrates Court, Supreme Court or the Court of Appeal of Vanuatu for the purpose of any prosecution with effect from the date hereof.

MADE at Port Vila this

10th day of April, 2007

KAYLEEN U TAVOA
PUBLIC PROSECUTOR



REPUBLIC OF VANUATU

INSTRUMENT OF APPOINTMENT

IN EXERCISE of the power conferred by section 22 of the Public Prosecutors Act 2003 **I, KAYLEEN ULBANI TAVOA**, Public Prosecutor, hereby appoint:

LEON A MALANTUGUN

as a State Prosecutor for all cases triable in the Magistrates Court, Supreme Court or the Court of Appeal of Vanuatu for the purpose of any prosecution with effect from the date hereof.

MADE at Port Vila this

10th day of April, 2007

KAYLEEN U TAVOA
PUBLIC PROSECUTOR